

MAURITANIE : Catégorie 3

La Mauritanie est un pays d'origine et de destination d'hommes, de femmes et d'enfants victimes du travail forcé et de la traite sexuelle. Des adultes et des enfants originaires des castes traditionnellement esclaves des communautés des Maures noirs et des Afro-mauritaniens sont assujettis à des pratiques liées à l'esclavage héréditaire fondées sur les relations ancestrales maître-esclave. Il n'existe pas de données fiables sur le nombre total d'esclaves, mais les experts locaux et internationaux sont d'accord pour dire que l'esclavage héréditaire continue de toucher une part importante de la population, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Propriété de générations de familles esclavagistes, des personnes victimes de l'esclavage héréditaire sont forcées à travailler, sans rémunération, comme gardiens de troupeaux et domestiques. Par ailleurs, des garçons originaires de la Mauritanie ou d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest qui font des études dans des écoles coraniques se retrouvent assujettis à la mendicité forcée par des imams corrompus pour procurer des revenus à ceux-ci. Les garçons des familles à faible revenu de la communauté poular étaient les plus vulnérables à la mendicité forcée imposée par des imams sans scrupules. Environ 41 % des enfants mauritaniens n'ont pas de certificat de naissance et ne sont donc généralement pas autorisés à s'inscrire dans le système scolaire, ce qui accroît pour eux le risque de tomber victimes de la traite. Des femmes et des filles mauritaniennes — en particulier celles qui appartiennent aux castes traditionnellement esclaves et aux communautés afro-mauritaniennes — ainsi que des femmes et des filles de la Gambie, du Mali, du Sénégal et d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, sont soumises de force à la servitude domestique en Mauritanie, parfois par des recruteurs qui promettent frauduleusement aux parents qu'ils assureront l'hébergement et l'éducation des enfants. Des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest sont vulnérables à la traite sexuelle en Mauritanie. Des femmes et des filles mauritaniennes sont soumises au travail forcé et à la traite sexuelle à l'étranger. Durant la période visée par le présent rapport, plus de 200 Mauritaniennes, appartenant en majorité aux castes traditionnelles d'esclaves, étaient soumises à la servitude domestique et exploitées ainsi en Arabie saoudite après avoir été recrutées frauduleusement pour des emplois d'infirmière et d'enseignante par des intermédiaires mauritaniens travaillant pour le compte d'agences de recrutement saoudiennes. Des hommes de pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord se servent de contrats valides de « mariage provisoire » pour exploiter sexuellement des jeunes filles et des femmes mauritaniennes. Ces femmes appartenant à des familles pauvres, attirées par des promesses de paiements substantiels, contractent ces mariages forcés facilités par des

intermédiaires et des agences de voyage en Mauritanie ainsi qu'au Moyen-Orient ; elles sont exploitées en tant qu'esclaves sexuelles en Arabie saoudite et dans d'autres pays du Golfe. Les responsables des forces de l'ordre et de l'appareil judiciaire n'ont pas mené d'enquêtes ni engagé de poursuites appropriées dans les affaires d'esclavage héréditaire portées à leur attention.

Le gouvernement mauritanien ne se conforme pas intégralement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes et n'entreprend pas d'effort significatif à cet effet. En 2015, le gouvernement a institué des tribunaux chargés de connaître exclusivement des affaires d'esclavage et a promulgué une loi contre l'esclavage permettant à certaines ONG d'intenter des actions en justice au nom de victimes de l'esclavage. Toutefois, ces tribunaux étaient sous-dotés en ressources financières, les juges n'avaient pas reçu de formation spécifique sur la conduite des affaires de traite des personnes et les autorités n'ont pas entamé de poursuites à l'encontre de trafiquants. L'État n'a pas fourni de services de protection appropriés aux victimes ni établi de procédures pour l'identification proactive de victimes de la traite parmi les personnes arrêtées pour prostitution et détenues ou déportées pour infractions à la législation sur l'immigration. Les autorités ont continué d'emprisonner des militants de la lutte contre l'esclavage et de réprimer les actions de plaidoyer de la société civile en faveur d'un accroissement des efforts d'application des lois sur la lutte contre la traite des personnes.

RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DE LA MAURITANIE :

Intensifier les efforts d'enquêtes et de poursuites judiciaires concernant tous les types d'infractions constitutives de traite des personnes et sanctionner les coupables au titre des dispositions de la loi de 2003 sur la lutte contre la traite des personnes et de la loi de 2015 contre l'esclavage ; sanctionner les fonctionnaires de l'État complices de crimes de traite des personnes, notamment ceux n'ayant pas mené d'enquêtes sur les cas allégués d'infraction à la législation relative à la traite des personnes et ayant tenté d'entraver les enquêtes en cours ; allouer des ressources financières suffisantes aux tribunaux anti-esclavage et former les procureurs et le personnel judiciaire à la loi de 2003 sur la lutte contre la traite des personnes et de la loi de 2015 contre l'esclavage ; élaborer des procédures standard pour l'identification des victimes de la traite et leur orientation vers les services, et former les forces d'application de la loi à ces mesures ; accroître les efforts, en coordination avec les ONG, visant à fournir des services de protection et de formation professionnelle aux victimes de la traite ; enquêter sur les personnes accusées de recruter frauduleusement des Mauritaniens à l'étranger en vue de les exploiter et les poursuivre en justice ; protéger les victimes qui prennent part aux enquêtes juridiques de l'intimidation et des menaces provenant des trafiquants ou

propriétaires d'esclaves allégués ; faciliter l'accès des victimes à l'aide juridique et accroître les efforts de la *Tadamoun* et le dépôt de plaintes au nom des victimes par cet organisme ; avec des apports de la société civile, élaborer et mettre en œuvre un plan pour fournir des ressources économiques, par des aides monétaires ou foncières, dans le but de donner aux membres des castes traditionnellement esclaves les moyens, s'ils le souhaitent, de quitter les communautés où ils vivent en esclavage ; reconnaître juridiquement toutes les ONG légitimes de lutte contre la traite des personnes et l'esclavage, notamment l'Initiative de résurgence du mouvement abolitionniste ; sensibiliser le public à la traite des personnes, y inclus à l'esclavage héréditaire ; et affecter du personnel à la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes.

POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement a déployé des efforts minimes de répression de la traite des personnes. Toutes les formes de traite, à l'exception de l'esclavage héréditaire, sont interdites par la loi mauritanienne de 2003 contre la traite des personnes, qui prescrit à l'encontre des contrevenants des peines de cinq à 10 ans de prison, lesquelles sont suffisamment sévères et dépassent celles prescrites pour d'autres infractions graves telles que le viol. Le gouvernement, avec l'aide de la société civile et de donateurs internationaux, a élaboré et promulgué en août 2015 une nouvelle loi contre l'esclavage, qui érige celui-ci en infraction criminelle et prescrit à l'encontre des contrevenants des peines de cinq à 20 ans de prison, lesquelles sont suffisamment sévères et dépassent celles prescrites pour d'autres crimes graves. La loi est d'une portée excessivement large en ce qu'elle inclut dans l'esclavage toutes les formes de mariage forcé, s'écartant ainsi de la définition internationale de cet état. Elle prévoit également la création de tribunaux spécialisés dotés d'une compétence exclusive en matière d'esclavage. Le gouvernement a nommé trois juges qui ont été affectés à ces tribunaux. Il convient de noter qu'aucun de ces magistrats n'est issu de la caste des propriétaires d'esclaves traditionnels. Toutefois, ces tribunaux sont insuffisamment dotés en ressources financières et aucun des juges nommés n'a suivi de formation spécifique sur la façon d'aborder les difficultés spécifiques des enquêtes sur les affaires de traite des personnes, notamment sur les façons d'empêcher les trafiquants d'intimider les victimes et d'éviter que celles-ci retirent leur plainte. Le financement limité et le manque de moyens des tribunaux, en particulier l'absence de véhicules pour les tribunaux dont la juridiction s'étend sur de vastes zones géographique, ont réduit leur efficacité. La loi contre l'esclavage autorise les associations de défense des droits de l'homme établies et fonctionnant légalement depuis au moins cinq ans à intenter des actions en justice au nom de victimes de l'esclavage ; toutefois, cette autorisation ne s'étend pas à l'une des principales

ONG mauritaniennes de lutte contre l'esclavage dont le gouvernement ne reconnaît pas l'existence juridique et qui n'est donc pas habilitée à intenter de telles actions.

Le gouvernement a signalé avoir mené deux enquêtes sur trois personnes soupçonnées d'être des trafiquants et six victimes du travail forcé, contre une enquête menée durant la période visée par le rapport précédent ; de même que pour cette période précédente, il n'a pas signalé de poursuites engagées ni de condamnations prononcées pour infractions à la législation sur la traite des personnes. Selon des ONG, les autorités ont reçu quelque 2 500 rapports de travail des enfants au cours de la période visée par le présent rapport, mais rien n'indique qu'elles aient mené des enquêtes sur ces cas ou sur tout autre cas de travail forcé des enfants. De janvier 2014 à septembre 2015, une organisation internationale a recensé 2 035 enfants qui travaillaient pour d'anciens propriétaires d'esclaves, dont certains étaient peut-être les anciens propriétaires de ces enfants, et 674 enfants mendiants dans des écoles coraniques. L'Agence nationale *Tadamoun* pour la lutte contre les séquelles de l'esclavage, l'insertion et la lutte contre la pauvreté a déposé une plainte au criminel au nom d'une victime durant la période visée par le présent rapport ; toutefois, le tribunal a ultérieurement reclassé l'infraction comme étant de l'exploitation d'enfant, infraction passible de peines moins sévères ; en outre, contrairement aux dispositions du Code pénal, le tribunal a prononcé sa décision en l'absence de la victime et de son avocat. Les autorités ont déployé des efforts minimes pour enquêter sur quelques-uns des intermédiaires qui avaient facilité le déplacement de plus de 200 femmes mauritaniennes à destination de l'Arabie saoudite à des fins d'exploitation liée au travail, mais n'ont pas intenté de poursuites.

Les efforts de lutte contre l'esclavage héréditaire sont restés particulièrement faibles. Avec l'aide d'une ONG, les autorités ont arrêté un individu soupçonné d'être propriétaire d'esclaves et a libéré les trois esclaves qu'il était soupçonné de détenir ; le suspect a été remis en liberté sous caution dans l'attente de son procès. En décembre 2015, une NGO a déposé plainte au nom de trois membres d'une famille dont il était allégué qu'ils étaient détenus en servitude pour dette. Le procureur a invoqué la nouvelle loi de 2015 contre l'esclavage pour se pourvoir en appel d'une offre de règlement à l'amiable présentée par le juge. En une évolution positive en contraste avec les années précédentes, la cour d'appel a rejeté l'offre d'arrangement et a ordonné que les deux inculpés soient maintenus en prison ; l'affaire était encore en instance à la fin de la période visée par le présent rapport. Le gouvernement a fait savoir que 17 autres affaires étaient en instance devant les trois tribunaux compétents en matière d'esclavage ; on ignore toutefois si ces tribunaux ont entamé des poursuites et quels chefs d'accusation ont été imputés aux prévenus dans ces affaires. Selon des rapports d'ONG, les fonctionnaires de la

police et de l'appareil judiciaire ont fréquemment recouru à des lois moins strictes dans la répression de l'esclavage héréditaire, pour émettre par exemple des chefs d'accusation de travail non payé.

Le gouvernement n'a pas fait état d'enquêtes, de poursuites ou de condamnations à l'encontre de fonctionnaires de l'État complices d'infractions à la législation sur la traite des personnes ; il subsiste toutefois de graves inquiétudes quant à une telle complicité, avec notamment des rapports de la police, du parquet et de juges ayant refusé d'enquêter et d'entamer des poursuites sur des affaires d'esclavage héréditaire. Des ONG ont signalé que dans la majorité des 29 affaires d'esclavage héréditaire survenues en Mauritanie qu'elles avaient étudiées entre 2010 et 2015, soit la police avait clos le dossier sans enquête, soit le parquet s'était refusé à engager des poursuites. Les organismes de l'État chargés de lutter contre la traite des personnes étaient insuffisamment dotés en ressources et en personnel, et la volonté politique de poursuivre les contrevenants faisait défaut. Bien que les pouvoirs publics aient reconnu que les fonctionnaires de la police et de l'appareil judiciaire n'avaient pas été formés aux enquêtes sur la traite des personnes et à la loi de 2015 contre l'esclavage, ils ne leur ont pas dispensé de formation au cours de la période visée par le présent rapport.

Aux fins de tenter de museler les représentants de la société civile qui plaident contre l'esclavage héréditaire et la discrimination systématique en Mauritanie, le gouvernement a maintenu en détention plusieurs militants de la lutte contre l'esclavage qu'il avait condamnés durant la période visée par le rapport précédent. Après le rejet de leur premier recours en août 2015, les militants se sont pourvus devant la Cour suprême le mois suivant, et cette procédure était encore en instance à la fin de la période visée par le présent rapport. Un militant s'est vu accorder un sursis en juin 2015 pour des raisons médicales et les deux autres étaient toujours incarcérés. En septembre 2015, une cinquantaine de personnes ont manifesté pacifiquement devant l'ambassade saoudienne de Nouakchott contre la servitude domestique des femmes harratines en Arabie saoudite. Les forces de l'ordre locales ont fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants et en ont arrêté neuf, qui ont été remis en liberté ultérieurement.

PROTECTION

L'État mauritanien a continué de consentir des efforts limités en matière de protection des victimes de la traite des personnes, notamment des personnes exploitées par l'esclavage héréditaire. Le ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille a ouvert un nouveau Centre public de protection et d'intégration sociale des enfants, ce qui a porté à sept le nombre total de ces centres ; 373 enfants ont bénéficié des services de ces centres, mais on ignore

combien d'entre eux étaient des victimes de la traite. L'État a alloué 76,9 millions d'ouguiya (233 000 dollars É.-U.) à ces établissements pour le paiement des salaires du personnel et l'assistance psycho-sociale, soit une augmentation notable par rapport aux 35 millions d'ouguiya (107 000 dollars É.-U.) qui leur avaient été attribués durant la période visée par le précédent rapport. Ces établissements ne fournissent qu'une protection de courte durée et rendent généralement les enfants à leur famille ou aux imams qui contribuaient à leur exploitation. Ils orientent également les victimes vers des ONG prestataires de services, lesquelles ont continué de fournir la majorité des services de protection aux victimes de la traite, sans appui des pouvoirs publics en espèces ou en nature. Une ONG a rapatrié 26 Mauritanien(ne)s victimes de la traite sur plus de 200 victimes identifiées en Arabie saoudite, avec l'aide de l'ambassade de Mauritanie dans 16 de ces cas. Des ONG ont fourni des services d'aide juridique et de réinsertion à certaines des victimes à leur retour. Une ONG a fourni des services de soins psycho-sociaux et d'aide juridique à trois esclaves présumés durant la période visée par le présent rapport ; une deuxième ONG a signalé être venue en aide à au moins cinq femmes victimes de la traite à leur retour d'Arabie saoudite, dont une qui avait subi une exploitation par le travail et une exploitation sexuelle. Il n'y a pas de foyers d'hébergement destinés spécifiquement aux victimes de la traite, ni aux victimes adultes de la traite. Le manque de services de réhabilitation à long terme en Mauritanie rend de nombreuses victimes vulnérables à une nouvelle exploitation par la traite après avoir été identifiées et rapatriées.

La loi anti-esclavage de 2015 prévoit l'apport d'une assistance judiciaire complète aux victimes de l'esclavage héréditaire, la fourniture d'informations sur leurs droits et l'exemption des frais de justice ; on ne sait toutefois pas si les pouvoirs publics ont appliqué ces dispositions au cours de la période visée par le présent rapport. La loi prévoit également la création dans chaque province de centres d'appui pour faciliter l'apport de cette assistance, mais il n'en avait pas été établi à la fin de la période visée par le présent rapport. La loi augmente notablement le montant du dédommagement des victimes, qu'il porte de 250 000 ouguiya à 5 millions d'ouguiya (758 à 15 150 dollars É.-U.), mais aucune victime n'en a bénéficié durant la période visée par le présent rapport. Si les victimes peuvent demander des réparations à leurs trafiquants, la complexité et l'opacité du système juridique rendent de telles demandes extrêmement difficiles. L'absence de mesures en place pour identifier les victimes de la traite des personnes au sein des populations vulnérables peut avoir eu pour effet la pénalisation des victimes pour des actes illicites commis du fait de leur traite. Par exemple, les autorités ont souvent incarcéré des femmes soupçonnées de prostitution et maintenu en détention des migrants en situation irrégulière jusqu'à ce que leur soit accordé le statut de

réfugié. En 2015, le ministère de l'Intérieur a renvoyé 6 000 travailleurs migrants dans leur pays d'origine et s'est abstenu de rechercher chez la majorité d'entre eux des indices de traite des personnes. La Mauritanie n'offre pas aux victimes étrangères d'autre choix juridique que leur expulsion vers des pays où elles risquent de faire face à des conditions difficiles ou à des représailles.

PRÉVENTION

Le gouvernement a poursuivi de modestes efforts de prévention de la traite des personnes. Il a fait équipe avec une organisation internationale, des ONG locales et des organisations de la société civile pour planifier la mise en œuvre de sa stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes de 2014 et s'est engagé à mettre à disposition du personnel en vue de l'application du plan. On ne sait toutefois pas si les pouvoirs publics ont effectué des progrès sur la voie de la réalisation des divers objectifs du plan en 2015. Il n'y avait d'organisme gouvernemental particulier chargé de diriger les efforts de lutte contre la traite des personnes, ce qui réduisait l'efficacité de ces efforts ; le comité interministériel de lutte contre la traite, formé en 2014, placé sous l'autorité du Premier ministre et chargé de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes, s'est réuni deux fois durant la période visée par le présent rapport. L'Agence *Tadamoun*, organe officiel chargé de combattre les séquelles de l'esclavage et la pauvreté, a formulé des plans concernant l'ouverture et le financement d'établissements d'enseignement dans les *adwaba*, communautés formées d'anciens esclaves et de descendants d'esclaves, pour offrir des possibilités d'éducation accrues aux jeunes à risque, y inclus à risque de traite des personnes ; on ne sait toutefois pas combien de ces établissements étaient opérationnels durant la période visée par le présent rapport. Les autorités n'ont rien fait pour réduire la demande de travail forcé ou d'actes sexuels tarifés. Elles ont mené une enquête sur un intermédiaire soupçonné d'être impliqué dans le recrutement frauduleux de femmes mauritaniennes à destination de l'Arabie saoudite mais n'a pas entamé de poursuites judiciaires. Le gouvernement a annulé le programme d'échange de travailleurs et a rappelé les travailleurs domestiques d'Arabie saoudite ; certains travailleurs n'ont pas signalé être victimes de la traite des personnes et ont choisi de rester dans le pays. Le gouvernement n'a pas dispensé de formations à la lutte contre la traite des personnes à son personnel diplomatique ni à 140 gendarmes avant leur déploiement dans le cadre d'une mission internationale de maintien de la paix.